

PAR CATHERINE DUPEYRON, À JÉRUSALEM

## Un banquier central très serein

**En ces temps de crise, difficile de trouver un gouverneur dont l'action satisfait tout le monde. La perle rare ? Stanley Fischer, patron de la Banque d'Israël.**

Standard and Poor's distribue aussi des bons points ! Le 9 septembre dernier, l'agence a relevé la note d'Israël de A à A+. Une première pour le pays. Sa note avait déjà été relevée en 2007, accédant au A après avoir stagné pendant douze ans à A-. En quatre ans, S&P a décerné deux diplômes de bonne conduite à la politique économique israélienne et plus précisément à son principal artisan, Stanley Fischer, gouverneur de la Banque d'Israël (BOI) et conseiller économique du gouvernement. Un an plus tôt, ce docteur en économie du célèbre MIT et ancien directeur adjoint du FMI, avait été sacré « meilleur gouverneur de Banque centrale » de l'année par le magazine *Euromoney*.

Trois axes majeurs se dégagent de la gouvernance de Stanley Fischer en Israël : une politique budgétaire minimaliste et rigoureuse, une politique monétaire ultra-interventionniste et l'entrée d'Israël dans l'OCDE en juin 2010. Mais il y a aussi l'homme, plus *british* que moyen-oriental ! Petit et mince, le regard pétillant et le sourire subtil, élégant et raffiné, discret et pince-sans-rire, le tout assorti d'un certain courage.

Pourtant, lorsqu'il est nommé en mai 2005 par Benyamin Netanyahu, ministre des



Finances du gouvernement d'Ariel Sharon, Stanley Fischer, citoyen américain né en Zambie, est loin de faire l'unanimité en Israël. « N'y avait-il pas de candidat en interne ? » s'interrogent certains. L'économiste ne parle pas l'hébreu et ne connaît guère les us et coutumes. Aujourd'hui, tout cela est oublié.

Stanley Fischer prend aussitôt la nationalité israélienne, condition sine qua non pour devenir gouverneur, et met un point d'honneur à apprendre l'hébreu qu'il utilise pour ses conférences de presse – alors que l'anglais domine dans les milieux d'affaires israéliens. Finalement, le fait qu'il ne soit pas du sérail

apparaît comme un avantage pour nombre d'observateurs. « Il connaît très bien Israël – il y a travaillé dans les années 80 – mais n'a pas grandi ici. Du coup, il est au-dessus des partis et indépendant des groupes de pression », remarque Dan Catarivas, directeur des relations internationales et du commerce extérieur de l'Association des industriels israéliens. « En 2008, quand la crise financière éclate, le gouvernement Olmert est démissionnaire. Pendant six mois, Fischer est le seul qui reste aux commandes, le seul à qui l'on fait confiance, le seul qui n'est pas soupçonné de manœuvres politiques », rappelle-t-il.



Israël peut s'enorgueillir d'avoir bien traversé la crise. En 2011, la croissance a été de 4,8%, l'inflation de 2,6%, le chômage de 5,5% (son niveau le plus bas depuis trente ans) et le déficit de 3,5%. Pour 2012, les prévisions sont à la baisse mais sans être alarmantes : croissance à 2,8%, chômage à 6,4%, inflation à 2,1% et un déficit entre 2,5 et 3,4% du PIB. Le ralentissement des marchés européen et américain devrait être en partie compensé par les pays émergents qui absorbent désormais 40% des exportations israéliennes.

Pour Edouard Cukierman, directeur de Catalyst, un fonds de capital-risque, « le rôle

de la BOI dans l'économie israélienne est minime. Le moteur de la croissance vient du secteur privé, du high-tech. Le marché israélien est très réactif. Cette année, les exportations vers l'Asie ont augmenté de 30% et les investissements dans le capital-risque ont retrouvé leur niveau historique de l'an 2000. »

Certes, la croissance israélienne a rebondi dès 2003, soit deux ans avant l'arrivée de Stanley Fischer. Et lorsque la crise financière éclate en 2008, le pays résiste mieux car il est doté, depuis les années 80, d'un système bancaire peu exposé au marché mondial. Mais « Stanley Fischer avait l'expérience des crises dans différentes parties du monde, ce qui a été très utile quand il a fallu gérer celle d'Israël », souligne Karnit Flug, son adjointe. Conséquence, la reconduction de Stanley Fischer à la tête de la BOI en mai 2010 a été votée à l'unanimité par le gouvernement. En juin dernier, l'éventualité de sa candidature à la présidence du FMI avait mis le pays en émoi.

#### Quelques voix discordantes

Mais l'homme n'est pas à l'abri des critiques. Si sa politique très active en matière de taux d'intérêt est plutôt appréciée (il est ainsi le premier gouverneur de Banque centrale à relever les taux d'intérêt en septembre 2009), sa politique d'achat de devises, mise en place dès mars 2008, est plus contestée, notamment par l'OCDE. « L'objectif était d'augmenter les réserves et de limiter la pression à la hausse sur le shekel afin d'aider les exportateurs israéliens à passer le cap de la crise », explique Karnit Flug. Un point quasi vital dans un pays où les exportations représentent 45% du PIB (contre 25% en France). Résultat, Israël est à la tête de 75 milliards de dollars de réserves. « Cela a coûté une fortune et n'a pas servi à grand-chose », estime Edouard Cukierman. Dan Catarivas, lui, est satisfait : « Fischer a évité une chute vertigineuse du dollar, ce qui a aidé nos exportateurs. Il a abandonné le dogme des banques

centrales réticentes aux interventions sur les marchés de devises surtout pour un petit pays comme le nôtre. »

« Les vrais keynésiens lui reprochent d'avoir une politique trop monétariste. Ceci dit, compte tenu de ce qui se passe en Europe, cette critique est plus difficile à faire », note Didier Wisselmann, chef du service écono-

mique de l'ambassade de France en Israël. En fait, la politique de rigueur budgétaire de Stanley Fischer correspond à la mentalité israélienne. « Le pays a été traumatisé par la crise des années 80. L'inflation atteignait alors 1 000% ! Depuis, la culture économique locale est très conservatrice, en phase avec la politique du patron de la Banque centrale », analyse Daniel Rouach, professeur associé au Technion et à l'ESCP Paris.

Cependant, pour le professeur d'économie publique Eytan Sheshinski, Stanley Fischer fait aussi montre d'une vision sociale. « Il a plaidé pour la mise en place d'un impôt négatif sur le revenu des petits salaires et a fait adopter une réforme des rémunérations à la Banque centrale qui étaient largement supérieures la grille des autres fonctionnaires. Il a également été l'un des premiers à dénoncer la concentration du capital en Israël », au cœur des manifestations sociales de l'été dernier. Par ailleurs, Stanley Fisher ne cesse de réclamer l'amélioration du système éducatif, qu'il juge indispensable au bon fonctionnement de l'ascenseur social.

Pour finir, l'homme ne manque pas de courage. Il a obtenu le départ en juin 2009 du président de la banque Hapoalimu, Dan Dankner, accusé un an plus tard de corruption et d'abus de confiance ; fait voter une réforme de la BOI qui garantit son indépendance ; et soutenu les recommandations de la commission Sheshinski qui augmente nettement les taxes sur les gisements gaziers exploités par des sociétés privées. D'après Eytan Sheshinski, ce soutien a été déterminant pour « obtenir l'aval du Premier ministre Benjamin Netanyahu puis le vote de la Knesset ». ■

4,8%

de croissance,  
5,5% de chômage,  
3,5% de déficit  
pour 2011 :  
Israël peut  
s'enorgueillir  
d'avoir bien  
passé la crise  
des années  
2008-09.